

NOTE PUBLIQUE
**POSITION DU BSA À PROPOS DE LA SÉRIE DE SCANDALES ET D'ACCUSATIONS
DE CORRUPTION AU PLUS HAUT NIVEAU DE L'ÉTAT**

Le BSA a constaté que depuis que le Conseil Présidentiel de Transition-CPT a été installé, en solidarité entre ses membres, il a choisi de trahir l'esprit du consensus, les valeurs éthiques, le respect des engagements pour arrêter le gaspillage des fonds publics, combattre la corruption et l'impunité, rendre justice aux victimes, rétablir la dignité de L'État, un ensemble de principes qui constitue le fondement de l'Accord du 3 avril 2024. Chaque semaine, la population a bruit de problèmes au sein du CPT ou dans ses relations avec le Chef du gouvernement, sans voir clairement quelles actions ont été prises pour soustraire le pays à l'insécurité, à l'impunité, à la souffrance et à la misère dans lesquelles les gangs en pantoufles comme les gangs en cravate l'ont plongé depuis plusieurs années.

L'ensemble des membres du Conseil ont mené un coup d'état contre l'accord du 3 avril qui constitue le cadre juridique et institutionnel de la transition lorsqu'ils l'ont violé et qu'ils ne l'ont pas publié. En collusion avec le gouvernement démissionnaire, ils ont rejeté le document sur l'organisation et le fonctionnement du CPT qui est le résultat du consensus du 3 avril pour se donner un autre mandat dans le cadre d'un décret qui n'a jamais mentionné l'Accord du 3 avril ni dans ses visas, ni dans ses considérants et qui a livré tout le processus de la transition à l'illégitimité, l'improvisation et l'informalité.

Au milieu d'une série de rumeurs de détournements des fonds du service de renseignements du palais national, de rumeurs sur le Conseil qui recevrait de l'argent des oligarques pour leur vendre le poste de Premier ministre, c'est dans une telle ambiance que tous les membres du CPT ont choisi Gary Conille comme Chef du gouvernement, sans respecter la procédure que l'Accord du 3 avril avait prévue, dans l'absence totale de transparence sur les critères de choix, sans aucune communication avec la population. Ils se sont entendus avec le Premier ministre pour constituer le cabinet ministériel sans impliquer l'ensemble de la société organisée comme cela était prévu dans l'Accord. Ils se sont partagé le gâteau, en prenant chacun sa part des ministères tandis que les postes de directions générales se vendaient à la criée publique.

Le projet politique du CPT ne peut encore être dévoilé, il essaie de le cacher en faisant semblant de mettre sur pied les organes que l'Accord du 3 avril avait prévus. Car, le CPT sent bien que le peu de confiance que la population lui accordait commence à se transformer en indignation. Le CPT n'a pas le courage de constituer le Conseil National de Sécurité qui a pour mandat de servir d'interface avec l'international sur la question de l'assistance à la sécurité nationale. Il laisse la situation s'envenimer pour que les personnes crédibles ne puissent intégrer l'Organe de Contrôle de l'Action Gouvernementale qu'il craint aussi de mettre en place. Le Conseil a livré le pays à une autre crise à cause de la manière dont il est en train de mettre sur pied le Conseil Électoral Provisoire-CEP. Cette démarche partisane et précipitée pour contrôler l'instance électorale vient alimenter la division au sein des organisations des secteurs impliqués dans la constitution du CEP, de façon à ce que chacun des membres du CPT ait en poche son propre conseiller électoral pour garantir leur pérennité malhonnête. Pour le BSA, la crise électorale qui vient de commencer ne fera que prolonger la crise politique si la société n'y met pas un terme.

C'est dans cette même démarche de coup d'état contre l'Accord du 3 avril, pour assoir le projet politique du CPT, que ce dernier a publié un décret sur le Comité de Pilotage de la Conférence Nationale, sans consultation avec les organisations de la société, sur la base de ses relations personnelles et accointances politiques propres. La Conférence nationale est une affaire sérieuse et fondamentale dans le combat de la Nation pour se pourvoir d'un État qui est à son service. Aucun parti politique, aucun groupe ou entité, aucun individu ne peut prétendre s'en servir pour régler ses affaires personnelles. Le CPT et le gouvernement ne peuvent faire cela au pays en cherchant à pervertir le grand processus de concertation avec la population sur la Constitution du pays, sur le projet de société de la nation et sur la relation entre l'État et la société. Le BSA dénonce vigoureusement ce projet antipatriotique.

C'est au cœur de toutes ces tractations, dans le cadre d'une démarche pour tromper le peuple haïtien sur leurs vrais objectifs qui sont de jouir des privilèges de l'État et de permettre au pouvoir traditionnel de se renouveler, c'est dans ce cadre-là que le scandale de corruption dans le processus de remplacement du Conseil d'administration de la BNC a éclaté au visage de la société. Les problèmes sont tellement graves que, lors d'une rencontre en catimini chez un des membres du conseil, entre le Premier ministre et quelques conseillers et dirigeants de secteurs, un autre esclandre s'est produit. Non, trop c'en est trop ! La société ne peut pas laisser le pouvoir en place continuer à traîner le pays dans la vulgarité et dans une boue de corruption et d'impunité.

Tous les secteurs organisés de la société doivent unir leurs forces et mettre leurs divergences de côté pour s'opposer à cette dérive au sein du Conseil Présidentiel et du Gouvernement. La société doit se ressaisir et exercer toutes les pressions pacifiques nécessaires pour exiger :

- La publication, l'application et le respect de l'Accord du 3 avril qui donne des consignes claires concernant le combat pour un état de droit ;
- Que toutes les autorités indexées se retirent pour ne pas gêner le travail de la justice et des autres organes dont le mandat est de lutter contre la corruption et l'impunité ;
- Qu'une enquête administrative et judiciaire soit menée sans délai pour identifier, juger et appliquer des sanctions contre tous les corrompus au sein du CPT, du Gouvernement et de l'Administration publique dans son ensemble ;
- Que tous les organes de la transition soient mis en place dans le respect des mécanismes de consultation prévus dans l'Accord du 3 avril.
- Que la Feuille de route de l'Accord soit développée, publiée et mise en application.

S'il y a des membres du CPT qui ne sont pas mêlés dans les affaires de détournement et de partage des fonds du service de renseignements, qui n'ont pas vendu des postes de l'État, qui n'ont pas exigé au président de la BNC de l'argent pour qu'il reste à son poste, qui ne sont pas impliqués dans la mise sous pression pour que leurs proches obtiennent des privilèges de passeports diplomatiques, qui se sont mis en conformité avec la loi : le BSA leur lance un appel solennel. Qu'ils fassent entendre leurs voix sur ces actes malhonnêtes. Ils se doivent d'informer la population sur quelles mesures ils prendront eux-mêmes pour faciliter le travail des enquêteurs et de la justice. Le silence n'exonèrera personne. Il sera au contraire considéré comme de la complicité.

Le BSA lance un appel à nous tous, secteurs signataires de l'Accord du 3 avril, pour faire connaître notre position et demander le retrait du CPT de tous nos délégués qui seraient impliqués dans lesdits scandales, ce, pour permettre à la justice de mener son enquête en toute indépendance.

Le BSA demande à la société d'allier ses forces pour faire pression sur les secteurs signataires de l'Accord et sur le pouvoir afin que ces corrections démocratiques soient réalisées dans l'immédiat, au sein du CPT comme du Gouvernement, de manière à assurer que la transition aboutisse comme elle se doit.

**Intelligence politique, organisation, résistance, mobilisation citoyenne
constituent la lumière qui éclaire le chemin de la victoire du peuple !**


Magali Comeau-Denis


Jacques Ted Saint-Dic


Ernst Mathurin


Ginette Cherubin


Pierre Wilkens Cherismé